



**HAL**  
open science

## Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer

Stéphanie Dechezelles, Maurice Olive

► **To cite this version:**

Stéphanie Dechezelles, Maurice Olive. Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer. *Politix*, 2017, Mouvements d'occupation, 117 (1), 10.3917/pox.117.0009 . hal-01798378

**HAL Id: hal-01798378**

**<https://hal.science/hal-01798378>**

Submitted on 11 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer**

Stéphanie DECHÉZELLES et Maurice OLIVE

## **Résumé**

L'article s'intéresse aux occupations de lieux, qu'il s'efforce de réinscrire dans l'historicité idéologique des modes d'action contestataires, dans la variabilité des significations que leur attribuent les individus et les collectifs – eux-mêmes hétérogènes – qui s'y engagent, et surtout dans la matérialité des pratiques qui s'y déploient. Croisée à l'examen des trajectoires sociales des acteurs, l'attention ethnographique portée aux gestes accomplis dans le quotidien réinventé des lieux occupés permet de mettre à nu l'importance des mécanismes de déclassement social, d'expérience de la marge ou d'exposition à la violence dans la compréhension des processus d'entrée en occupation, particulièrement pour les acteurs sans passé militant. En permettant la reconversion d'une expérience intime de la souffrance et de l'injustice en ressource militante, l'engagement dans un régime d'action occupationnel, à la fois radical et familier, offre un espace de reconnaissance collective où s'explorent les voies d'une citoyenneté vécue comme accomplie, car indexée à un agir politique en actes.

## ***Abstract***

The paper focuses on the various processes of occupation of places, endeavoring to etch them again into the ideological historicity of oppositional modes of action, into the variability of meanings assigned to them by individuals and citizen groups - heterogeneous themselves - who commit themselves, and primarily into the materiality of the practices engaged therein. Checked against the reviewing of the actors' social routes, the ethnographic attention brought to the gestures carried out within the recreated daily life of occupied places allows revealing the importance of the mechanisms of downward social mobility, margin experience or exposure to violence while comprehending the processes of engaging into an occupation act, particularly for actors who have had no past as activists. Allowing the reconversion of an intimate experience of suffering and injustice into a militating resource, commitment into a rhythm of occupational action, both radical and familiar, provides a place for collective recognition paving the way towards a citizenship experienced as an accomplishment, as it is indexed to effective political action.

**Mots clefs : Occupation, Indignados, Zad, Lip, Palestine**

**Keywords : Occupy, Indignados, Zone to be defended, Lip, Palestine**

À la charnière du siècle précédent et de l'actuel, l'altermondialisme s'est caractérisé, au Nord comme au Sud, par des événements protestataires d'ampleur souvent internationale contre le modèle économique et financier néolibéral<sup>1</sup>, dont l'une des manifestations majeures a été le mouvement *Occupy* initialement parti des États-Unis. Plus récemment, une succession de mobilisations visant à contester les régimes ou les élites politiques en place a marqué l'actualité de nombreux pays (au Proche et au Moyen Orient, en Europe de l'Est et du Sud, etc.). Dans tous les cas, ce qui rapproche les protestataires, ce sont au moins autant les raisons que les « lieux de la colère<sup>2</sup> » : les grandes places, emblématiques par leur charge symbolique (du fait de leur fréquentation, de leur centralité urbaine, de leur architecture propice à la fréquentation touristique, etc.), offrent aux mobilisations des superficies généreuses et deviennent alors des actants de premier plan<sup>3</sup>. Celles et ceux qui y participent défendent l'idée d'une installation, plus ou moins durable, légale ou illégale, sur les lieux mêmes de la protestation. En dépit d'un succès d'apparence inédit, les occupations d'espaces constituent-elles une *nouvelle* modalité de la contestation venant rompre avec l'expression normée de griefs et de revendications ? En engageant la réflexion et l'analyse sur des études de cas variés, le présent dossier se donne pour tâche de réinscrire les occupations dans l'historicité idéologique des modes d'action contestataires, dans la variabilité des significations que les différents groupes d'acteurs qui les côtoient leur attribuent, mais aussi – et surtout – dans la matérialité des pratiques auxquelles elles sont associées, ainsi que dans l'hétérogénéité des profils de ceux qui y prennent part.

### *Diversité des motifs, hétérogénéité des publics*

---

<sup>1</sup> Sur la genèse et la description de la mouvance altermondialiste existe désormais une importante littérature, que nous ne pouvons ici que mentionner, faute de pouvoir en exploiter tous les apports : Della Porta (D.), Tarrow (S.), eds., *Transnational Protest and Global Activism*, Lenham, Rowman & Littlefield, 2005 ; Smith (J.), Byrd (S.), Reese (E.), Smyth (E.), *A Handbook of the World Social Forum*, Boulder, Paradigm Publishers, 2011 ; Agrikoliansky (É.), Sommier (I.), dir., *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005 ; Agrikoliansky (É.), Fillieule (O.), Mayer (N.), dir., *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; « Les ONG face aux mouvements altermondialistes », *Revue française de science politique*, 54 (3), 2004 ; « Militants de l'altermondialisme », *Politix*, 76, 2004 ; « Les altermondialismes », *Critique internationale*, 27 (2), 2005.

<sup>2</sup> Combes (H.), Garibay (D.), Goirand (C.), dir., *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2016. Cf. le compte-rendu de l'ouvrage par M. Olive dans ce numéro.

<sup>3</sup> Après avoir longtemps été ignorée des spécialistes de l'action collective, la dimension spatiale des mobilisations a fait l'objet d'un regain d'intérêt au tournant des années 2000, d'abord dans la littérature anglo-saxonne (Tilly (C.), « Spaces of Contention », *Mobilizations*, 5 (2), 2000 ; Sewell (W. H.), « Space in Contentious Politics », in Aminzade (R.) et al., eds., *Silence and Voice in the Study of Contentions Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; Miller (B.), Martin (D. G.), « Missing Geography : Social Movements on the Head of a Pin », in Miller (B.), ed., *Geography and Social Movements : comparing antinuclear activism in the Boston Area*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000), puis, plus récemment, chez un certain nombre de politistes ou de géographes francophones. Certaines références méritent d'être citées parce qu'elles proposent un état de l'art assez complet, ouvrent des pistes de recherche et/ou apportent de nombreux éclairages sur des terrains et des aires géographiques variés : Auyero (J.), « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, 2005 ; Ripoll (F.), « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, 134, 2008 ; Melé (P.), dir., *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013 ; Combes (H.), Garibay (D.), Goirand (C.), dir., *Les lieux de la colère, op. cit.* ; Dechézelles (S.), Olive (M.), dir., « Conflits de lieux, lieux de conflits », *Noroi*, 238-239, 2016 ; Ancelovici (M.), Dufour (P.), Nez (H.), *Street Politics in the Age of Austerity. From the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016.

Ces dernières décennies, les pratiques protestataires d'occupation se sont diversifiées tant dans les modes de faire que dans les significations qui leur sont associées. Aux occupations d'usines, avant tout destinées à maintenir l'outil de travail et, pour la frange la plus militante, à élargir des bases syndicales ou à éveiller une conscience de classe<sup>4</sup> ; à celles portées par des groupes sociaux en situation de précarité, centrées sur des revendications de droits, qui investissent des lieux pour donner une visibilité à leur cause<sup>5</sup> autant que pour y trouver des moyens de subsistance ; à l'investissement de grands espaces publics permettant le rassemblement de populations bigarrées et nombreuses<sup>6</sup> ; à ces occupations, donc, s'en ajoutent d'autres, en nombre croissant désormais, frontalement centrées sur des lieux qui sont l'enjeu même de la mobilisation, telles que les « zones à défendre » (ZAD)<sup>7</sup>. Ces occupations visent à protéger des espaces perçus comme incommensurables et menacés par une intervention publique ou privée, dérobés à des populations qui en perdent l'usage, accaparés par une puissance exotopique qui tente d'y asseoir sa souveraineté et ses valeurs<sup>8</sup>. Occuper, dans ces cas-là, c'est protester contre le sort réservé à ces lieux, valoriser leurs richesses, en montrer les vertus, faire éprouver, ressentir et partager ce que signifie y vivre ou y travailler ; c'est encore expérimenter des alternatives.

Quel que soit le type d'occupation, les motifs mis en avant par les occupants sont résolument critiques, établissant clairement les adversaires à combattre, les lois ou politiques publiques à

---

<sup>4</sup> Penissat (É.), « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : processus sociohistoriques de "réinvention" d'un mode d'action », *Genèses*, 59 (2), 2005.

<sup>5</sup> Mouvement des prostituées (Mathieu (L.), « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, 40 (3), 1999), des « sans » (Mouchard (D.), « Les mobilisations des "sans" dans la France contemporaine : l'émergence d'un "radicalisme autolimité" ? », *Revue française de science politique*, 52 (4), 2002 ; Siméant (J.), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998), des mal-logés (Péchu (C.), « Quand les exclus passent à l'action », *Politix*, 9, 34, 1996 ; « Les générations militantes à Droit au Logement », *Revue française de science politique*, 51 (1), 2001), des chômeurs (Maurer (S.), *Les chômeurs en action*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; Maurer (S.), Pierru (E.), « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un "miracle social" », *Revue française de science politique*, 51 (3), 2001) ou des intermittents du spectacle (Sinigaglia (J.), *Artistes, intermittents, précaires en lutte. Retour sur une mobilisation paradoxale*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2012). Pour une réflexion transversale sur ces mobilisations dites « improbables » d'acteurs à faibles ressources, voir Mathieu (L.), « Les mobilisations improbables : pour une approche contextuelle et compréhensive », in Cadiou (S.), Dechézelles (S.), Roger (A.), dir., *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007.

<sup>6</sup> Outre les différentes déclinaisons nationales ou locales d'*Occupy*, s'ajoutent entre autres, la « Cité des tentes » à proximité de la place Maïdan à Kiev à la fin 2004, les mouvements hostiles aux régimes autoritaires en place sur la place de l'Université à Sanaa au printemps 2011 (Alviso-Marino (A.), « Faire d'un lieu un symbole politique. La photographie engagée sur la Place du Changement à Sanaa », in Combes (H.), Garibay (D.), Goirand (C.), dir., *Les lieux de la colère, op. cit.*) ou, au même moment, l'installation des *Indignados* sur la *Puerta del Sol* (Nez (H.), « Délibérer en plein air. Analyse spatiale des assemblées de *Indignados* à Madrid », in Combes (H.), Garibay (D.), Goirand (C.), dir., *Les lieux de la colère, op. cit.*), le mouvement parisien *Nuit Debout* au printemps 2016 ou, plus récemment, le mouvement de critique à l'égard de la corruption des élites politiques en Roumanie, en mars 2017.

<sup>7</sup> Barbe (F.), « La "zone à défendre" de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique », *Noroi*, 238-239, 2016.

<sup>8</sup> On peut citer l'expérience occupante du mouvement No-TAV en Italie, destinée à s'opposer au projet de ligne de train à grande vitesse dans le Val di Susa, et bien d'autres : contre la surexploitation minière dans le village de Rosia Montana en Roumanie, contre le projet de gare souterraine et de nœud ferroviaire dans la ville de Stuttgart dans le Bade-Wurtemberg en Allemagne, contre le projet immobilier et commercial en lieu et place d'un petit parc urbain sur la place *Taksim* à Istanbul en Turquie, etc.

modifier, les modes de prises de décision à décrier, quand ce n'est pas la nature du régime ou la légitimité des pratiques des élites qui sont l'objet de la contestation. Certes, beaucoup d'occupations sont loin de se cantonner à la seule critique et voient se déployer diverses propositions qui s'agrègent les unes aux autres sans forcément de limitation ou d'ordonnancement précis : organisation alternative du monde du travail, mise en place d'un nouvel ordre social, adoption de méthodes distinctes de décision, individuelles et collectives, mise en œuvre de formes différentes de vivre ensemble, défense de cause locales et globales<sup>9</sup>. Les articles donnent à voir cette variabilité des motifs : refus de voir une usine fermer, dénonciation des conséquences nationales d'une crise financière internationale, critique de la violence d'un État à l'encontre d'une minorité, rejet d'un projet d'équipement de nature industrielle, protection d'espaces naturels ou patrimoniaux à forte valeur symbolique communautaire, qui peuvent parfois s'agréger. Les mobilisations étudiées font également ressortir la critique forte contre les organisations instituées, partis politiques, syndicats et membres de la classe politique, de droite comme de gauche qui, aux yeux de nombreux occupants, non seulement n'assurent plus la fonction de représentants des demandes populaires, mais appartiennent à un univers socioculturel qui les fait côtoyer de près les membres des institutions honnies, dénoncées, combattues (grandes firmes, banques, organisations supranationales, etc.). Il ressort largement des différents cas présentés dans ce numéro, mais aussi d'autres cas d'occupation, que les organisations classiques de la représentation sont évitées, moquées ou rejetées et que, dans le même temps, des demandes fortes de pleine et active participation de la part des citoyens s'y manifestent. Les occupants, dans leur très grande majorité, rejettent une conception délégataire de la démocratie, en particulier lorsqu'il s'agit de s'opposer à des projets d'équipement et des politiques d'aménagement susceptibles d'affecter le cadre de vie de populations humaines et non-humaines. Aux assignations classiques (élus/électeurs ou gouvernants/administrés), les mouvements d'occupation veulent opposer des modes d'interactions et d'agir plus horizontaux, réduisant autant que possible les formes symboliques et matérielles de la domination. En toute logique, les occupants rejettent la plupart du temps les hiérarchies, les diverses formes de leadership officiels ou encore les porte-parolats institutionnalisés. Cela n'empêche en rien la formation de relations asymétriques ou l'expression de formes d'autorité (en particulier en raison des différentiels de titres scolaires ou de ressources sociales) ; mais cela crée néanmoins des « ambiances » plutôt hostiles à la remise de soi et aux formes verticales d'exercice du pouvoir.

Une autre caractéristique de ces occupations est, enfin, de rassembler des acteurs et des groupes sociaux très hétérogènes, d'origines sociales ou résidentielles variées, qui entretiennent des rapports contrastés aux lieux disputés, et ne s'engagent pas avec la même intensité, sur la même durée et surtout pour les mêmes raisons dans leur défense. Ils peuvent être là parce qu'ils y sont nés, qu'ils y vivent et/ou en vivent, parce qu'ils y entretiennent une

---

<sup>9</sup> Mathieu (L.), « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de "Nous sommes la gauche" à *Occupation* », *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009. L'auteur y analyse les conditions de possibilité d'alliances entre organisations, ou franges d'organisations, autour de mots d'ordre commun en dépit de leurs radicales différences sociales, idéologiques, etc., en l'appliquant entre autres au mouvement d'occupations des locaux de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) et des antennes des Assedic – aujourd'hui fusionnés dans Pôle Emploi – durant l'hiver 1997-1998 en France.

mémoire collective ou qu'ils y ont trouvé refuge, parce qu'ils leur attribuent un caractère exceptionnel ou remarquable (ensemble paysager, habitat typique, etc.), parce qu'ils sont sensibilisés à leur menace ou à leur disparition – sans en dépendre forcément ou, pour les plus politisés d'entre eux, pour manifester leur soutien aux populations concernées, agir à leur côté ou mettre en application une idéologie. Les occupants ne disposent par ailleurs pas tous des mêmes savoirs et savoir-faire à l'égard de la contestation politique, ne partagent pas le même rapport affectif ou symbolique aux lieux choisis pour exprimer le mécontentement populaire. Mais des phénomènes de politisation commune, du moins convergente, peuvent surgir de la coprésence en un même lieu protestataire.

### *Être attentif aux pratiques occupantes. Méthodes, postures.*

Le parti-pris de ce dossier est de porter une attention particulière aux pratiques occupantes. Nous désignons par-là *l'ensemble des actions, matérielles ou cognitives, par lesquelles des acteurs s'emploient à (ré)investir, de manière éphémère ou durable, un espace physique de pratiques et de significations pour y créer une autre forme d'espace de vie (ou de survie), de débat et de rencontres, de revendication, d'affirmation d'un droit, de fabrique d'une parole collective, de construction d'une communauté ou d'un (nouveau) sujet politique.* Ces opérations peuvent s'adosser aussi bien à des modes d'action routinisés de la revendication protestataire (usages d'une iconographie militante, adossements à des pétitions ou cortèges défilants, rassemblements bruyants et festifs, *sit-in* ou *die-in*, etc.), qu'à des pratiques sociales en apparence plus ordinaires, d'envergure souvent plus restreinte voire individuelle (dormir, se laver, cuisiner, jardiner, etc.), qui peuvent faire du lieu occupé un espace de possible remise en cause radicale ou, du moins, de proposition alternative d'organisation sociale ou de participation politique. En s'attachant à l'étude des pratiques occupantes en train de se faire, les enquêtes empiriques présentées ici permettent d'approcher les significations les moins verbalisées, celles que les acteurs mobilisés accordent souvent à de tous petits gestes mais susceptibles de revêtir des significations éminemment politiques. L'attention fine apportée aux pratiques n'exclut pas, bien au contraire, d'interroger les trajectoires sociales des occupants, leurs positions et ressources dans l'espace social, et leurs expériences militantes préalables – même si l'entrée par les modes de socialisation politique n'est pas l'angle d'attaque essentiel de ce dossier. Les contributions réunies dans ce numéro s'emploient ainsi à saisir les phénomènes d'occupations protestataires en embrassant à la fois trajectoires et significations attribuées au fait d'être-là et d'entrée dans un régime d'engagement occupationnel.

Aborder la question des propriétés et des trajectoires de vie des occupants ne va pourtant pas de soi, tant ils s'emploient souvent à rendre invisibles, voire à occulter, leurs origines sociales. Une posture qui, en pratique, se traduit par le quasi anonymat qu'ils adoptent, en s'appelant par exemple tous « Camille », comme à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (NDDL, Geneviève Pruvost). Justifiée par le souci de se protéger de toute infiltration éventuelle – les liens de confiance qui s'y nouent sont toujours teintés de méfiance, tant l'exposition à la violence des forces de police peut être grande –, cette attitude est aussi un choix politique, celui d'être attentif à ce que les gens font et savent faire plutôt qu'à ce qu'ils sont. L'occupant

est d'abord vu comme une personne avant d'être un acteur social, et les jugements ou critiques éventuels qui peuvent être individuellement ou collectivement émis à son encontre sont indexés à ce qu'il fait (ou ne fait pas) sur place. En somme, les lieux occupés, et singulièrement les campements en zones rurales, se pensent et se vivent comme des lieux alternatifs où les principes de classement et de jugement ordinaires qui structurent l'espace social semblent peu opérants, ou du moins provisoirement suspendus.

Appréhender par l'enquête les gestes et la geste de l'occupation, ainsi que les profils des occupants, ne tend pas à exclure *a priori* telle ou telle méthode d'investigation. Certes, il apparaît d'emblée que l'observation directe ou participante (le plus souvent dans un entre-deux) inscrite dans des protocoles de facture ethnographique constitue une technique particulièrement appropriée à la collecte des matériaux, ainsi qu'à la domestication du terrain par l'enquêteur et de ce dernier par les enquêtés. Les chercheurs qui travaillent sur des mouvements occupationnels privilégient souvent l'observation directe, et n'ont guère d'autres choix que de séjourner sur place, plus ou moins longuement, et donc d'y négocier leur présence et de se faire admettre par le groupe, ou plus exactement les groupes entre lesquels ils vont naviguer, puisque les espaces occupés sont souvent morcelés et qu'il n'y a pas à proprement parler d'identification à un acteur collectif. Il leur faut « se fondre » dans ces micro-groupes et gagner la sympathie des enquêtés, quand bien même leur identité de chercheur, et les motivations qui les poussent à être là, peuvent ou doivent être explicitées en certaines occasions<sup>10</sup>. En partie contraint par la situation d'enquête, qui expose celui qui le demande à des refus (quand il ne s'autocensure pas, anticipant un refus), mais aussi par l'empathie avec les enquêtés dont il partage un quotidien éprouvant, le chercheur renonce à l'entretien et, *a fortiori*, aux questionnaires – les deux moyens les plus sûrs de collecter des données sociographiques<sup>11</sup>. Ces affinités méthodologiques ne sont pas pour autant exclusives. Le dépouillement d'archives, déjà connues ou inédites, dès lors qu'elles donnent à voir le quotidien d'une occupation même ancienne, permet lui aussi d'accéder à une forme d'ethnographie historique (Guillaume Gourgues, à propos des deux vagues d'occupation des Lip au cours des années 1970). Il n'est pas non plus impossible d'avoir recours à des questionnaires, en association à l'observation fine.

En fonction du degré d'ouverture de l'occupation aux observateurs, parés ou alourdis d'un statut de chercheur, l'accès au terrain se verra plus ou moins facilité. Car l'engagement réclamé par l'entreprise protestataire (quitter ou pas son logement, sa famille, un emploi précédent, recomposer ses liens d'allégeance, ses réseaux amicaux, ses habitudes de vie, etc.)

---

<sup>10</sup> À l'image de nombreuses autres situations d'enquête. Cf. Bensa (A.), Fassin (D.), dir., *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, 2008.

<sup>11</sup> Le recours à l'observation participante n'est cependant pas qu'un choix par défaut, induit par la situation d'enquête. C'est aussi une posture de recherche, qui renvoie à la position du chercheur lui-même dans sa propre discipline ou, plus largement, dans le champ des sciences sociales. Travailler et vivre sur les lieux occupés, c'est pour beaucoup un carrefour entre un engagement personnel, une éthique professionnelle et une certaine conception du rôle social et politique de la recherche. Le fait est que nombre de chercheurs qui s'intéressent aux occupations de lieux (squats, et plus récemment ZAD) depuis quelques années se bornent rarement à valoriser leur travail dans le champ académique, mais s'impliquent aussi personnellement dans la cause, non seulement en participant aux activités collectives sur place, mais aussi en soutenant, publicisant ou relayant la lutte en dehors des espaces de la mobilisation (blogs, publications dans des revues militantes, participation à des réunions publiques, etc.).

subit des variations qui conditionnent, en retour, les modalités pratiques d'accès au terrain pour certains professionnels de la recherche. À ce titre, la proximité générationnelle avec la majorité des occupants, le partage de situations ou de statuts similaires (intellectuels précaires ou déclassés, diplômés insatisfaits, etc.) et la relative faiblesse des contraintes familiales constituent des facteurs déterminants de la possibilité même de (vouloir) conduire une enquête auprès de publics occupants.

Aux considérations d'ordre pratique dans les « choix » méthodologiques opérés par le chercheur s'ajoutent les questions de sécurité des données produites, ainsi que des personnes qui ont pris une part plus ou moins directe et active à l'occupation. En contexte de tension, comme dans les cas où est décrété un « état d'urgence », intermittent ou permanent, lui-même produit par une tendance à la criminalisation des mouvements de contestation ou à la militarisation de la gestion des foules<sup>12</sup>, protéger ses sources et ses matériaux devient un impérieux devoir de l'enquêteur. De ce point de vue, depuis le début des années 2010, en raison des expériences répétées (et des conséquences sur les pouvoirs en place) des occupations des places, ainsi que des attentats commis dans des lieux publics (rues, abords de plages, etc.), les politiques d'enquête des chercheurs incluent nécessairement la question de la protection des acteurs étudiés et de l'anonymat, ainsi que des manières de les gérer (travestissement des prénoms ou usage d'épicènes<sup>13</sup>).

Au-delà, les propriétés sociales d'un certain nombre d'acteurs occupants questionnent le statut de l'enquêteur, ainsi que les hiérarchies classiquement établies entre savoirs institutionnels et « ordinaires », entre usage savant et usage militant des sciences en général, sociales en particulier<sup>14</sup>. Particulièrement éprouvée par celles et ceux qui étudient la ZAD de NDDL, en raison de l'importante population d'intellectuels précaires et de surdiplômés chômeurs ou déclassés qui y participe, cette relative indifférenciation produit tout à la fois des effets de connaissance accrus, des opportunités d'amendement de théories ou de concepts, des fertilisations croisées, mais aussi des quiproquos ou des soupçons réciproques. Plus à même de jouer ou de ruser avec les protocoles d'enquête que d'autres occupants moins dotés de ressources scolaires ou culturelles et soucieux de conserver un anonymat imposé par leur inscription dans des *carrières* déviantes, ces familiers des sciences sociales s'avèrent aussi en

---

<sup>12</sup> C'est par exemple le cas à l'été 2011 lorsque le campement occupant, dénommé « République libre de la Magdalena », contre le projet de ligne de train à grande vitesse entre Lyon et Turin est brutalement évacué, et que le Président du Conseil d'alors, Mario Monti, décrète la militarisation de la zone. Plus largement, cf. Fillieule (O.), Della Porta (D.), dir., *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

<sup>13</sup> L'utilisation dans les travaux de sciences sociales du seul prénom, qui plus est transgenre et intergénérationnel, de « Camille », pour désigner les occupants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes n'est toutefois pas sans poser question. Utilisé certes comme support à une « identité stratégique » pour éviter les contrôles par les forces de l'ordre, ce prénom épicène procède aussi d'une politisation de soi et du groupe qui tout d'abord nécessite une mise à distance par le chercheur et n'engage pas ce dernier à l'adopter à son tour. Le réemploi de cette identité factice peut également laisser penser que le chercheur, en raison de la sympathie que lui inspire le mouvement ou ses acteurs, met provisoirement ou partiellement en suspens une nécessaire distanciation à l'égard des représentations et croyances des individus qu'il étudie.

<sup>14</sup> Les contestations des grandes infrastructures sont souvent l'objet d'expertise profane ou d'autoformation qui débouchent sur la production de nouveaux savoirs critiques partagés. À certains égards, ce type de pratique renvoie aux expériences passées de l'enquête ouvrière ou de la « conricerca » operaïste en Italie dans les années 1960-70. Cf. Armano (E.), Pittavino (G. L.), Sciortino (R.), « *Occupy in Valsusa*. Pratiques sociales et de lutte du mouvement *No Tav* », *Multitudes*, 50, 2012.



capacité de déjouer plus aisément les hiérarchies habituellement reconnues entre enquêteurs et enquêtés.

## **L’agir ordinaire et la pragmatique du faire comme ligne protestataire**

À la manière du « local » dans les années 1970<sup>15</sup>, les lieux occupés sont pensés par ceux qui les investissent comme une configuration à partir de laquelle maîtriser le monde ou (re)prendre en main sa destinée. En effet, les occupations sont irréductibles à des actions de contestation d’un projet, de publicisation de la cause défendue ou de création d’un rapport de force avec les autorités. À des degrés certes variables, les lieux occupés sont aussi – et pour certains, surtout – vécus comme des lieux alternatifs, où cherche à se matérialiser une utopie expérimentale (autogestion, habitat partagé, systèmes d’échanges et de productions localisés). Ce sont donc des lieux qui sont ré-ancrés dans des pratiques quotidiennes, souvent pensées comme égalitaires et inclusives, quels que soient le degré d’intensité ou la nature des bonnes raisons d’y prendre part. Les lieux occupés sont, enfin, des espaces où s’explorent les voies d’une citoyenneté vécue comme accomplie car totalisante, diffractée en une myriade de gestes d’apparence ordinaire, destinés parfois seulement à rendre vivable l’espace investi, mais auxquels peut être accolée une signification éminemment politique.

### *Des lieux occupés « habités »*

Les occupations présentées dans ce numéro se déploient dans des lieux que les protestataires considèrent comme précieux, parce qu’ils constituent à leurs yeux un espace emblématique (pour soi ou pour sa valeur d’exemplarité), parce qu’ils leur offrent des moyens de subsistance, parce qu’ils leur permettent de restaurer une dignité bafouée – autrement dit, de se (main)tenir debout. Les paysans dépossédés de leurs terres ou de leur maison, les ouvriers privés d’emploi, les exilés forcés, les familles populaires ayant du mal à se loger, les jeunes marginaux correspondent bien à cette situation. Les occupations se situent donc au croisement de conditions d’existence marquées à des degrés divers par la pauvreté ou la précarité<sup>16</sup>, et d’aspirations politiques, souvent radicales, à plus de justice sociale ou à d’autres styles de vie, enracinés dans un espace localisé de pratiques et de significations<sup>17</sup>.

Parler de conditions d’existence implique deux choses. La première, c’est de ne pas considérer les occupations sous le seul angle d’un mode d’action stratégique, mais comme une forme totale d’engagement du corps, dans des espaces qui, même investis de significations politiques, sont aussi des lieux de vie, au moins le temps de la lutte – à l’opposé

---

<sup>15</sup> Bourdin (A.), *La question locale*, Paris, Presses universitaires de France, 2000.

<sup>16</sup> Bouillon (F.), *Les mondes du squat. Anthropologie d’un habitat précaire*, Paris, Presses universitaires de France, 2009 ; Péchu (C.), *Les squats*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

<sup>17</sup> C’est le sens de nombreuses occupations ou récupérations d’usines en Argentine liées à la crise économique des années 2000. Cf. Quijoux (M.), « Usines récupérées d’Argentine : des mobilisations ouvrières à dimension locale », *Cahiers des Amériques latines*, 66, 2011 ; « Du zèle à l’autogestion. Retour sur les usines récupérées d’Argentine », *Sociologie du travail*, 54 (2), 2012 ; Ruggieri (A.), *Occuper, résister, produire. Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine*, Paris, Syllepse, 2015.

des formes distanciées et individualisées de militantisme<sup>18</sup>. Plus que toute autre forme d'action collective<sup>19</sup>, l'occupation met en avant les corps, défiants<sup>20</sup>, souffrants<sup>21</sup>, exposés mais toujours là, irréductibles dans leur matérialité et leur présence physique<sup>22</sup> ; ces corps occupants protestent, résistent et continuent de faire exister tout ce que le pouvoir menace, cherche à interdire ou à rendre invisible, en se tenant toujours aux frontières de ce qu'il tolère. Parler de conditions d'existence implique aussi d'indexer les pratiques occupantes à des façons de vivre, non détachables de la sphère privée car les lieux occupés sont aussi – du moins pour certains – des lieux utopiques inscrits dans une familiarité quotidienne. Cette seconde modalité est perceptible dans le cas des jeunes israéliens d'origine palestinienne qui s'affairent autour de tâches matérielles dans le village de leurs ancêtres : nettoyage des chantiers, défrichage des parcelles en ruine, réparation des murs de pierre, jardinage. La protestation prend ici la forme modeste d'une familiarité retrouvée avec un environnement réhabilité – au sens matériel et symbolique – où prend appui un agir protestataire radical, confondu avec un quotidien transgressif (Sylvaine Bulle). Ailleurs, chez les Lip, les squatteurs ou les zadistes, ces gestes ordinaires se chargent d'une dimension plus explicitement subversive, dans la répartition des tâches du quotidien, l'entraide et les échanges de biens autoproduits – autant de pratiques inclusives auxquelles chacun peut être associé, sans forcément disposer d'une longue expérience militante ou de compétences scolaires élevées.

C'est à ce titre que les occupations de lieux sont susceptibles d'offrir une certaine reconnaissance – collective à défaut d'être sociale –, liée au fait de ne pas se sentir jugé pour ce que l'on est, de ne pas avoir à justifier ses choix, à expliciter sa vie et ses échecs éventuels. Une reconnaissance liée aussi au fait de se sentir utile, d'être en mesure de valoriser des

---

<sup>18</sup> Ion (J.), *La fin des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997. Un certain nombre de caractéristiques propres aux formes contemporaines d'engagement identifiées par Jacques Ion se retrouvent néanmoins dans les occupations : l'utilisation des compétences et des expériences personnelles, la valorisation du faire, des actions concrètes et localisées, le caractère temporaire de l'engagement et « l'exposition de la personne », cf. Ion (J.), Peroni (M.), dir., *Engagement public et exposition de la personne*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 1997. En revanche, les modes d'action occupationnels se démarquent du modèle construit par l'auteur sur au moins deux points essentiels : le poids du collectif, voire du communautaire, et l'étroite imbrication entre engagement public et sphère privée.

<sup>19</sup> On pense ici bien sûr à la manifestation (Soutrenon (E.), « Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation », *Sociétés Contemporaines*, 31, 1998), mais aussi à d'autres formes d'expression corporelles publiques à vocation protestataire comme le zap (Patouillard (V.), « Une colère politique. L'usage du corps dans une situation exceptionnelle : le zap d'Act-up Paris », *Sociétés contemporaines*, 31 (1), 1998 ; Broqua (C.), Fillieule (O.), « Act-up ou les raisons de la colère », in Traïni (C.), dir., *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009) ou les performances artistiques (Lechaux (B.), « La mobilisation des intermittents du spectacle », in Traïni (C.), *Ibid.*). Pour une réflexion plus générale sur la mobilisation de l'expressivité corporelle en politique, cf. Memmi (D.), « Le corps protestataire aujourd'hui : une économie de la menace et de la présence », *Sociétés Contemporaines*, 31, 1998.

<sup>20</sup> Karine Lamarche s'intéresse à l'engagement de manifestants israéliens qui soutiennent la cause palestinienne contre leur propre camp et bravent l'autorité en se rendant régulièrement près de la barrière de séparation pour en occuper les abords quelques heures durant, cf. Lamarche (K.), *Militer contre son camp ? Des Israéliens engagés aux côtés de Palestiniens*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.

<sup>21</sup> Sans aller jusqu'à endurer les souffrances auxquelles s'exposent les grévistes de la faim (Siméant (J.), « L'efficacité des corps souffrants : le recours aux grèves de la fin en France », *Sociétés contemporaines*, 31, 1998), les occupants sont souvent confrontés à diverses violences, notamment pour « tenir les lieux » – les sécuriser, mais aussi les entretenir – en assurant une présence continue éprouvante.

<sup>22</sup> Face à des forces de l'ordre suréquipées, ces corps exposés sont « la manifestation à la fois de la vulnérabilité et de la résilience face aux épreuves existentielles », cf. Bulle (S.), « “Soulèvement des estomacs”, marches sur les frontières, occupations », *Multitudes*, 50, 2012.

savoirs et des savoir-faire qui, dans l'espace social, sont souvent peu considérés, disqualifiés, parce que relégués dans les pratiques domestiques ou les savoirs amateurs populaires : bricolage, recyclage de matériaux, cuisine, jardinage, etc. Une reconnaissance, enfin, liée au fait de se sentir intégré – ce qui est d'autant plus précieux lorsque les occupants sont confrontés à des situations de précarité et d'isolement social. Si toute activité militante peut s'avérer inclusive, elle l'est ici plus encore car tout (ou presque) y est en partage, y compris ce qui, d'ordinaire, est de l'ordre de l'intime et du domestique. C'est par un être-là plus que par l'adhésion à des mots d'ordre, par la circulation des personnes plus que par celle des idées, que se créent les liens entre « habitants », mais aussi entre eux et les lieux occupés. C'est bien en ce sens que « l'habiter » est, à la ZAD de NDDL comme dans les squats ou le village de Galilée, un geste politique à part entière<sup>23</sup>. C'est aussi par la contribution de chacun aux affaires de tous que se construit une communauté d'expériences, de gestes et d'épreuves qui se consolide par le faire et l'habiter ensemble.

### *L'espace occupé comme ressource habilitante et contraignante*

D'une occupation à l'autre, le lien collectif passe ainsi beaucoup par la réalisation de tâches, des plus quotidiennes au moins fréquentes, qui « occupent » ou « préoccupent » les occupants. Ces activités permettent de s'appropriier le monde, de s'affranchir des contraintes du salariat (déprise à l'égard des patrons et des actionnaires, mise en œuvre de formes de coopération) ou du marché (en promouvant le troc, les marchés libres ou le don), de prendre soin de l'environnement, d'offrir à chacun de quoi se constituer un « endroit à soi<sup>24</sup> ». C'est évidemment le cas dans les occupations d'usine, dont l'objectif est la sauvegarde et la réappropriation de l'outil de travail. Mais c'est aussi le cas dans les squats où le maintien des lieux et la collecte de ressources (mobilier, denrées alimentaires, vêtements, etc.) supposent un minimum de distributions des tâches, souvent plus improvisées que programmées. Dans les ZAD, les campements ou les villages, où l'occupation passe aussi par une installation durable, le travail y est vu comme un moyen de s'affranchir du système marchand en produisant des biens de manière autonome.

Cependant, le partage coopératif d'espaces ou la collaboration à des tâches communes est loin d'aller de soi. Cela suppose un engagement dans la durée qui, même lorsqu'il est vécu comme un épanouissement ou une expérience hors du commun, expose les corps à des conditions souvent difficiles. D'où aussi le soin apporté à l'inscription matérielle dans l'espace occupé, qui passe par le déploiement de dispositifs physiques destinés à le domestiquer : construction de cabanes, installation d'équipements aptes à satisfaire les besoins quotidiens, notamment des moyens de restauration, de couchage et d'organisation sanitaire, travail de la terre, plantation d'arbres, production de biens, etc. Autant qu'à défendre un espace menacé de destruction, de fermeture ou de reconversion, ces activités de labeur quotidien visent ainsi à tirer des ressources de l'environnement en affairant les occupants, et en les maintenant dans

---

<sup>23</sup> Barbe (F.), « La “zone à défendre” de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique », art. cit.

<sup>24</sup> Ripoll (F.), « S'appropriier l'espace... ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains », *Noroi*, 195, 2005.

un certain rythme d'engagement et de mobilisation, comme le montre bien Guillaume Gourgues à propos du conflit des Lip.

À cela s'ajoute la nécessité de gérer les tensions liées à des situations de proximité inhabituelles, voire inédites, entre acteurs et groupes sociaux issus d'horizons divers, qui ne s'inscrivent pas de la même manière dans les lieux, n'ont pas les mêmes motivations pour y séjourner (autochtones, occupants militants de la première heure, sympathisants faisant de brefs séjours, curieux de passage, etc.). Ces situations de cohabitation sont bien sûr l'occasion d'apprentissages, de découvertes mutuelles et pour certains de reconversions durables. Mais elles requièrent aussi une attention soutenue pour éviter toute forme de débordement, que ce soit par excès d'engagement ou, à l'inverse, par des comportements en retrait. Le caractère illégal des occupations, précaires et incertaines, mais aussi et surtout les assauts répétés des forces de l'ordre ont par ailleurs des effets ambivalents sur les participants : ils soudent le groupe et lui attirent des sympathies, mais ils créent aussi un climat de suspicion lié à la peur de l'infiltration ou de la fuite d'informations, notamment sur l'identité des « meneurs » ; ce qui pousse certains occupants, y compris contre leur gré, à s'adonner à des formes agonistiques de lutte auxquels tous ne sont ni (également) préparés ni (pareillement) disposés. Ce climat ne rend alors pas toujours possible l'ouverture de l'espace à un large public, et contraint parfois les occupants à mettre en place des dispositifs de contrôle des déplacements ou de gestion de la violence<sup>25</sup>, susceptibles de recréer des hiérarchies que les occupants s'efforcent d'abolir.

La manière dont les occupants et leurs modes d'action sont perçus constitue enfin un dernier obstacle à la formation d'un public mobilisé, tant les discours communs renvoient nombre de stigmates. Si la ZAD de NDDL jouit d'un traitement de faveur dans la presse – notamment, du fait du soutien que lui apportent de nombreuses grandes ONG, organisations écologistes et altermondialistes, mais aussi en raison des connivences qui ont pu se tisser entre occupants, intellectuels et universitaires (parfois les mêmes), tous les espaces occupés ne capitalisent pas autant de sympathie, bien au contraire. Les milieux militants eux-mêmes, souvent d'ailleurs plus que les occupants éloignés de la politique instituée, entretiennent une certaine défiance en direction de ceux/ce qu'ils perçoivent comme très éloignés d'un ordre civique et républicain à partir duquel se forment leurs jugements politiques. À maints égards, les occupations, notamment lorsque les pratiques s'écartent (trop) des schémas délibératifs, apparaissent comme des formes dévoyées de la politique, quand elles ne fonctionnent pas comme des figures contre-exemplaires, dont la disqualification viserait à réassurer la supériorité des modes institués de militantisme. La porosité entre revendications politiques et modes de vie, souvent très « déviants », des occupants (tenue vestimentaire, consommation de drogues et d'alcools) – *a fortiori* lorsque les lieux investis sont des lieux de marge – délégitime partiellement la cause et rend difficile les convergences ou alliances. Lorsque ces dernières trouvent toutefois à se matérialiser, elles ne vont pas sans heurt, et ne sont pas dépourvues d'ambiguïtés. Ainsi en est-il de l'appel lancé aux zadistes par les riverains et les militants associatifs opposés à un parc d'éoliennes dans le Sud de la France : sollicités en

---

<sup>25</sup> Doidy (É.), « Prévenir la violence dans l'activité militante. Trois études de cas », *Revue française de sociologie*, 45 (3), 2004.

dernier recours face à une cause qui semble perdue d'avance, appréciés pour leur intransigeance et la radicalité de leur engagement, les zadistes sont aussi redoutés pour les mêmes raisons, parce que difficilement contrôlables, toujours susceptibles de « déraper » et de sortir du politique par le recours à la violence (Stéphanie Dechézelles).

### *Faire plutôt que dire : subversions des hiérarchies classiques ou réarrangements ?*

Lieux utopiques, les lieux occupés se veulent égalitaires dans le sens où ils prétendent s'affranchir des origines et des statuts des occupants, sans considération de ce qu'ils sont, ni même parfois de ce qu'ils font – le volontariat étant souvent érigé en règle, et le souci d'abolir les hiérarchies poussant à ne pas vouloir faire (trop ouvertement) de distinction entre ceux qui s'activent et les autres, plus passifs. Cette préoccupation égalitaire n'est certes pas nouvelle, et certains collectifs militants (anarchistes, libertaires, etc.), même organisés, ont toujours cherché à freiner l'émergence de formes durables de leaderships et de hiérarchie dans leurs rangs : modes de désignation, rotation des postes, brièveté des mandats, caractère collégial des décisions, etc.<sup>26</sup>. À cette différence près que, dans les organisations politiques et syndicales, à de rares ou éphémères exceptions près, la division du travail militant s'opère suivant des principes de classement identiques à ceux du champ social<sup>27</sup>. Il en va différemment dans les lieux occupés, car l'attention portée au faire monétise fortement le travail manuel, et la division des tâches, lorsqu'elle existe, n'y est pas aussi forte, et surtout moins marquée par les origines sociales, le niveau de diplôme ou le genre<sup>28</sup>. L'usage y est d'ailleurs plus souvent celui du partage et de la rotation que de la division permanente – division que les organisations présentes tentent d'ailleurs de rétablir, comme le montre Guillaume Gourgues à propos des deux occupations usinières à Besançon. L'égalité entre les participants ne renvoie pas seulement ici à des principes, des règles ou des droits attachés à l'individu, suivant une grammaire conforme à celle de l'ordre civique et libéral. Il s'agit bien plus profondément de considérer celles et ceux qui sont engagés dans l'occupation, dans l'instant présent, comme des *participant(s)* – c'est-à-dire des personnes tout à la fois en train d'agir et d'exprimer des préférences politiques<sup>29</sup>. On distinguera alors les occupations « fermées » des occupations « ouvertes » au public. Dans cette seconde catégorie, divers dispositifs peuvent être mis en œuvre pour maintenir accessible en pratique l'espace de mobilisation et d'expression des griefs, comme celui de l'assemblée du peuple que le mouvement J14 installe au cœur de Tel-Aviv l'été 2011 ou que les *Indignados* déploient sur la *Puerta del Sol* à Madrid, comme l'inscription des tours de parole à durée identique, les « micro-ouverts », le déplacement au centre de l'assemblée pour chaque intervention, ou

---

<sup>26</sup> C'est par exemple le cas des Verts : Faucher (F.), « Les Verts et la question de la démocratie interne », in Haegel (F.), dir., *Les partis et le système partisan français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

<sup>27</sup> Même dans le cas du PCF de l'entre-deux-guerres ou des décennies d'après-guerre, pourtant propice à l'accession de membres aux nombreux attributs ouvriers, Bernard Pudal montre le rôle de certaines ressources dans la sélection sociale partisane, notamment les titres scolaires. Cf. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

<sup>28</sup> Mitchell (W.J.T.), « Preface to "Occupy: Three Inquiries in Disobedience" », *Critical Inquiry*, 39 (1), 2012.

<sup>29</sup> Mario Diani et Donatella Della Porta parlent à leur propos de forme de « démocratie participative émancipée », in Diani (M.), Della Porta (D.), *Social Movements. An Introduction*, Malden, Blackwell, 2006, p.239 sq.

encore les applaudissements silencieux<sup>30</sup>. Lorsqu'elles existent, les règles sont soumises à délibération, y compris le format de leur élaboration. Ces règles peuvent parfois résulter d'ajustements en situation, sans véritable visée réflexive, comme le montre Geneviève Pruvost lorsqu'elle décrit la manière dont se définissent les régimes d'accessibilité aux places et aux biens de la ZAD de NDDL, qu'il s'agisse de profiter des ressources mises en commun (outils, biens de consommation ou de confort, cabanes, tentes ou lopins cultivables laissés vacants, etc.) ou de s'installer dans l'espace occupé pour y dormir, s'y abriter ou y séjourner.

Ces dispositifs parviennent plus ou moins bien à relativiser l'impact collectif des statuts, des origines et des compétences, mais ni à les gommer ni à en modifier les effets sur l'accès aux espaces et aux postes les plus gratifiants de la lutte. La manière dont se répartit le travail militant n'y est en effet jamais complètement indifférente. À propos de NDDL, Geneviève Pruvost soutient, certes, que la pluralité des tâches et des situations de leur accomplissement suffit à offrir à chacun la possibilité de choisir et de varier les activités<sup>31</sup>. Mais ce qui est vrai à NDDL, exceptionnelle du fait de sa superficie et du nombre des habitants, et de la liberté avec laquelle on y circule, ne l'est pas nécessairement partout, notamment dans les plus petites ZAD comme celle de Caunet étudiée par Stéphanie Dechézelles, où l'interconnaissance est plus forte et le *turn-over* moins élevé. Quand bien même les uns et les autres échapperaient à des effets d'assignation, ils s'orientent souvent d'eux-mêmes vers des tâches qui s'accordent à leurs dispositions personnelles – dispositions qui sont inévitablement perçues, voire encouragées lorsqu'elles sont mises en avant. C'est le cas de ces occupants qui endossent le rôle de sentinelle, et s'exposent sur le front aux assauts policiers. Que l'attribution de ces tâches ingrates ne soit pas imposée, et que de menus privilèges leur soient accordés en contrepartie, ne change rien à leur situation. Si les pratiques occupantes amènent donc au militantisme des publics néophytes, elles les maintiennent aussi souvent dans des espaces relativement subalternes du travail militant, et ne parviennent pas complètement à renverser les logiques de classement social, ce qui pose la question de la transposition hors des scènes occupées, sinon des savoir-faire, du moins de l'assurance et de la confiance en soi conquis en occupant.

C'est aussi l'accessibilité sociale des espaces occupés qui est interrogée. Car l'ouverture d'espaces de parole publics, dans des lieux aussi vastes et peuplés que la *Puerta del Sol* à Madrid ou la place *Tahrir* au Caire, ne convient pas à tous : la mise en scène, l'importance et l'attention de l'auditoire, la solennité du lieu et du moment constituent un frein pour les personnes les moins habituées à prendre la parole en public. De ce point de vue, des espaces plus intimes, moins chargés de symboles, comme les campements ou les veillées autour d'un feu, se révèlent plus propices aux échanges, d'autant plus que la participation peut y emprunter des formats très divers, dans lesquels chacun peut se sentir à l'aise, laisser libre cours à certaines émotions<sup>32</sup>, tels que le chant, la lecture de poèmes, le récit d'expériences

---

<sup>30</sup> Nez (H.), « Délibérer en plein air. Analyse spatiale des assemblées de *Indignados* à Madrid », in Combes (H.), Garibay (D.), Goirand (C.), dir., *Les lieux de la colère*, op. cit.

<sup>31</sup> L'auteure en veut pour preuve la facilité avec laquelle tous les membres de l'équipe de recherche ont pu, quels que soient leur statut et dispositions personnels, vivre des expériences très variées (Pruvost (G.), « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, 57, 2015).

<sup>32</sup> À la différence par exemple du format délibératif, réclamant plus de capital social, de compétences scolaires et de savoir-faire militant. En ce sens, cf. Richard-Ferroudji (A.), « Limites du modèle délibératif : composer avec

personnelles (Sylvaine Bulle). Plus largement, l'exploration de manières d'être et de faire, le partage des attachements aux lieux et aux choses qui requièrent une attention quotidienne, les soins portés à l'environnement proche, le travail coopératif, l'écriture, la composition musicale, etc. deviennent des gestes investis d'une signification politique en raison de leur visée démocratique, voire critique et subversive. La pluralité des activités compose ainsi un dispositif approprié aux différentes manières de prendre part au monde<sup>33</sup>. Mais, si le maintien d'une pluralité des régimes d'engagement dans les lieux occupés élargit le cercle des participants, il n'en garantit pas pour autant l'accès à tous. Car l'intimité des lieux, et la promiscuité qui lui est liée, a souvent un prix, celui d'une sélection des publics suivant des critères qui ne sont pas forcément choisis ou contrôlés, et ceci d'autant plus qu'il s'agit d'espaces isolés, cachés ou déviants comme les squats, dont on ne franchit pas la porte sans réticences. À propos des *Indignados*, Héloïse Nez montre ainsi que le déplacement des lieux d'occupation des places publiques vers les squats à l'arrivée de l'hiver remet en question le caractère inclusif du mouvement, et transforme les pratiques délibératives, alors moins tournées vers les débats. Ce double déplacement, des lieux et des pratiques, accentue la radicalisation du mouvement et crée des filtres au profit de ceux, minoritaires dans le mouvement, pour qui le squat et son ambiance singulière font partie de leur quotidien, notamment en raison d'une réflexivité et d'une politisation élevées.

S'intéresser aux pratiques des acteurs en situation d'occupation n'exclut pas, au contraire, de porter attention aux trajectoires, individuelles et collectives, liées à l'engagement dans ce mode d'action. Comme pour celles-là, c'est l'hétérogénéité, l'expérimentation et l'hybridation avec des ressources antérieurement établies qui marque la plupart des cas étudiés.

### **Devenir(s) occupant(s) : saisir le moment occupationnel dans les trajectoires individuelles**

Resituer les occupations dans la temporalité des trajectoires individuelles ne revient pas à minorer l'importance de ce qui se joue dans l'espace-temps de l'occupation. Bien au contraire, c'est se donner les moyens d'en saisir les dynamiques, à la convergence de modes très différenciés d'entrée en occupation, d'interroger la manière dont elles s'adosent ou s'articulent à des formes plus classiques et structurées de militantisme, et de comprendre tout le sens et la portée de ce qui se fait dans les lieux occupés. L'approche biographique permet aussi de repérer ce que l'occupation fait aux occupants, et pas seulement l'inverse : des apprentissages s'opèrent, qui font des lieux occupés des lieux de socialisation politique de haute intensité qui vient parfois, à l'inverse, interrompre ou ralentir des carrières occupantes.

---

différents formats de participation », *Politix*, 96, 2011. Divers auteurs ont bien montré que dans le cadre des squats, des règles, même implicites, de distribution asymétrique du pouvoir encadrent les pratiques pourtant présentées comme égalitaires, entre attitudes agonistiques typiques d'un *ethos* viril populaire et maîtrise de l'éthique de la discussion « bourgeoise » réflexive et argumentée, nécessitant un certain capital culturel : Bouillon (F.), « À quoi servent les squats ? Compétences des acteurs et ressources des lieux », *Revue française des affaires sociales*, 2 (2), 2002 ; Robineau (C.), « Quand le sociologue est dans la confidence : les fonctions et les usages sociaux du secret en terrain militant radical », *Interrogations ?*, 22, 2016.

<sup>33</sup> Zask (J.), *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Paris, Le Bord de l'eau, 2011.

### *Les espaces occupés : une déprise des organisations ?*

L'hypothèse implicite de nombreux travaux portant sur les mouvements sociaux contemporains consiste à voir dans ces derniers l'annonce de la fin d'une période dominée par de grandes organisations verticales, au profit de formes plus souples d'expression ou de modalités nouvelles de subjectivation politique. De fait, les acteurs occupants envisagent la lutte à partir de collectifs alternatifs, orientés vers l'horizontalité des pratiques et la croyance en la force de l'agir plus que du dire. Ces derniers sont aussi marqués par une grande hétérogénéité des expériences et des trajectoires de politisation, souvent loin des formes traditionnelles du militantisme, parfois plutôt plus proches des diverses formes de désobéissance civile<sup>34</sup>, venant créditer l'hypothèse d'une déprise des organisations, sinon sur l'engagement militant, du moins dans les espaces occupés.

Il nous faut ici faire preuve de prudence. La déprise des organisations sur les espaces occupés ne signifie pas qu'elles se désinscrivent des parcours militants. Si, en effet, les occupants ont souvent en commun de vouloir rompre avec les organisations représentatives et leurs modes d'action routiniers, ils n'en entretiennent pas moins avec celles-là des relations complexes et ambivalentes (*exit*, passages, multi positionnements)<sup>35</sup>. Ainsi, d'anciens militants, souvent adhérents de syndicats alternatifs, participants à des mouvements sociaux de facture plus traditionnelle, se retrouvent dans les occupations. Ils convertissent alors des savoirs et savoir-faire acquis dans d'autres luttes (notamment libertaires, altermondialistes ou hacktivistes), plus encadrées par les organisations politiques ou des associations très institutionnalisées, tout en les actualisant dans des formes inédites ou renouvelées. Ils permettent aussi, grâce aux liens qu'ils ont tissés avec des élus locaux, d'éviter l'expulsion des espaces occupés, de se protéger à l'égard de la police et de prolonger l'action<sup>36</sup>. En matière d'occupation comme à propos d'autres modes d'action collective, les relations entre partis politiques institués et mouvements sociaux sont marquées autant par des processus de différenciation, que par des

---

<sup>34</sup> Les occupations procèdent des formes multiples de la désobéissance civile, dans lesquelles la non-violence constitue un registre dominant, mais au cours desquelles le recours à des modes d'action violents (sabotage, destruction de biens), en particulier lorsque les acteurs perçoivent un caractère d'urgence à la mobilisation, trouve parfois sa place, cf. Hayes (G.), Ollitrault (S.), *La désobéissance civile*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012 ; Harcourt (B. E.), « Political Disobedience », *Critical Inquiry*, 39 (1), 2012. Dans les occupations à caractère environnemental, les discours comme les pratiques de lutte opposent fréquemment des formes de désobéissance (retrait des systèmes d'imposition fiscale, refus de décliner son identité, fermeture d'espaces publics et ouverture d'espaces privés, etc.), auxquelles s'adjoignent parfois des modes plus radicaux de contestation face aux assauts des forces de l'ordre.

<sup>35</sup> À propos des relations ambivalentes qu'entretiennent les membres des organisations partisans et des mouvements sociaux, ainsi que des injonctions paradoxales auxquelles sont alors soumis ceux qui sont engagés dans les deux types de formations, cf. Mathieu (L.), *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2012.

<sup>36</sup> Loin de n'être que les cibles de la critique de la part des occupants, les professionnels du politique occupent une place essentielle dans les processus de légitimation ou de disqualification, de succès ou d'échec, des mouvements pratiquant l'occupation. Ainsi, si dans un premier temps, le candidat à sa succession Barack Obama semble donner du crédit à *Occupy Wall Street*, il ne s'oppose pas à l'arrestation de 185 manifestants à l'occasion du premier anniversaire du mouvement à New York le 17 septembre 2012. De même, en France, au printemps 2012 à l'approche des élections nationales (présidentielle et législatives), les candidats ont soigneusement évité de se rapprocher du campement de la Défense à Paris. Cf. Emeran (C.), « Occupy, un mouvement social au XXI<sup>e</sup> siècle », *Cités*, 54, 2013.



phénomènes de mimétisme, de fusion ou de multi-positionnements de leurs membres<sup>37</sup>, qui débouchent parfois, y compris à contrecœur chez certains d'entre eux, sur des expériences électorales ou partisanes instituées<sup>38</sup>.

Les jeux de recomposition qui, par ailleurs, travaillent les organisations depuis leurs marges, et les scissions et transferts de militants qu'ils induisent, nous invitent aussi à évoquer avec précaution le rôle de « nouveaux acteurs » de la scène occupationnelle contemporaine. Ainsi en est-il de la mouvance altermondialiste française, très investie dans les ZAD. Qu'elle offre une expérience militante à de jeunes publics qui ne se reconnaissent pas dans les autres forces de la gauche ou de l'extrême gauche ne doit pas faire oublier qu'elle est elle-même issue d'un ensemble de mouvements affiliés aux organisations syndicales traditionnelles, tels que Sud ou la FSU, ou actifs de longue date, comme les diverses composantes de la mouvance tiers-mondiste transformée à la fin des années 1980. Tout ceci au point qu'on peut se demander si les espaces occupés offrent des alternatives aux espaces politiques institués ou contribuent à les entretenir en les renouvelant depuis leur marge.

Présentes malgré tout, les organisations ne semblent toutefois plus jouer un rôle central dans les dynamiques occupationnelles, en partie parce qu'elles sont concurrencées par des formes beaucoup plus souples de coordination politique (forums, plateformes, réseaux sociaux) – qu'elles contribuent certes à animer mais qu'elles ne contrôlent pas –, en partie aussi parce que les organisations ont, de manière générale, perdu la main sur des acteurs et des mouvements qui rejettent toute forme d'instrumentation, d'intermédiation ou de délégation permanente de la parole politique, et qui refusent de se ranger derrière une quelconque bannière. C'est le cas à Lip où certains ouvriers, parties prenantes de la première, puis de la seconde occupation tentent d'échapper à l'emprise de la CFDT, qui cherche à en désarmer le caractère autonome en contrôlant les « bonnes » façons de faire grève (Guillaume Gourgues). Mais c'est surtout l'hétérogénéité des profils, et le poids grandissant d'acteurs sans histoire militante qui nous conduisent à relativiser le rôle historique des organisations, confirmant ainsi la déprise des partis et des syndicats sur l'espace des mouvements sociaux. D'autres logiques que celle de l'adhésion à une offre politique constituée, ou liées à des mécanismes de concurrence interne à l'espace de la compétition politique et syndicale, doivent être explorés si l'on veut se donner les moyens de comprendre l'ampleur et la portée du phénomène occupationnel, de plus en plus autonome et désencastré d'autres modes d'activisme militant.

### *Trajectoires et profils occupants. Des marges sociales à celles de l'espace politique*

---

<sup>37</sup> Luck (S.), Dechézelles (S.), dir., *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

<sup>38</sup> Rarement, les mouvements d'occupation peuvent donner lieu à la création d'un parti. Sans être directement le bras politique du mouvement des *Indignados*, *Podemos* en Espagne a été constitué à la suite de l'expérience du mouvement du 15-M et a largement profité de la vague protestataire que ce dernier a réussi à porter dans la péninsule ibérique (nombreux élus, conquête des mairies de Barcelone et de Madrid grâce à des coalitions). Il est cependant traversé par une dichotomie profonde entre les tenants d'une hiérarchisation et ceux de l'horizontalité, qui menace son unité. Cf. Amo (A.), Mínguez (A.), *Podemos, la politique en mouvement*, Paris, La Dispute, 2016 ou encore Nez (H.), « Podemos, un parti de « non professionnels » ? », *Savoir / Agir*, 32, 2015. À propos de *Podemos* en Espagne et de *Syriza* en Grèce, cf. aussi Nez (H.), Dufour (P.), « Un renouvellement de la démocratie par le bas ? Les mouvements *Indignés* et *Occupy* », *Politique étrangère*, 1, 2017.

Les recompositions à l'œuvre dans la mouvance occupationnelle se répercutent sur les profils occupants, de plus en plus diversifiés, à côté du noyau dur militant, lui-même très hétéroclite<sup>39</sup>. Si certains acteurs, multi-positionnés, se maintiennent et circulent aisément d'une scène et d'une époque à l'autre, comme le montrent les contributions de Guillaume Gourgues, Héloïse Nez ou Geneviève Pruvost dans ce numéro (catholiques de gauche, maoïstes, anarchistes libertaires, extrême gauche, altermondialistes, décroissants, etc.), des publics venant d'autres horizons, peu socialisés à la politique active, se joignent aux occupants. L'exposition d'une part croissante de la population à des difficultés sociales, notamment d'accès à l'emploi stable et au logement<sup>40</sup>, la multiplication des situations de désajustement entre aspirations professionnelles et parcours effectifs, notamment chez les « intellectuels précaires » ou les « diplômés chômeurs<sup>41</sup> », mais aussi le rejet des partis et la défiance en direction d'une classe politique dans laquelle beaucoup ne s'estiment pas représentés, ouvrent des espaces de contacts entre publics contrastés, que rapproche une certaine expérience, sinon de la marginalité, du moins des marges sociales. L'approche biographique privilégiée dans ce dossier par Stéphanie Dechézelles et Héloïse Nez aide bien à comprendre les ressorts de l'engagement, et du maintien dans des lieux occupés, d'individus faiblement politisés. Ces derniers sont marqués par des ruptures professionnelles, souvent aussi familiales, qui les exposent à des situations inédites de déclassement social, et les amènent de manière inattendue à vivre des expériences militantes.

---

<sup>39</sup> En Italie depuis les années 1970, l'occupation a fait des émules auprès de groupuscules ou mouvements des droites radicales. Aux premiers squats, zones autogérées et Centres Sociaux Occupés et Autogérés contre-culturels d'extrême gauche (*Lotta Continua* ou *Avanguardia Operaia* ; cf. Traïni (C.), « Les Centres Sociaux Occupés et les forces de l'ordre. Un répertoire d'action italien dans la polyphonie altermondialiste », communication au colloque « Les mobilisations altermondialistes », Sciences Po Paris, 3-5 décembre 2003 [En ligne : <https://www.artfactories.net/IMG/Traïni.pdf>]) sont ainsi venus s'ajouter à compter des années 1990 les expériences menées par le mouvement *Casa Pound Italia*, en particulier les squats de Rome. S'adjoignant la double consomme « k » en lieu et place du « c », l'« *okkupazione* » est ainsi progressivement devenue un élément relativement routinisé, bien que fondé sur le « *scontro* » (l'opposition, l'affrontement), du répertoire d'action des jeunes italiennes. Plus récemment, la forte médiatisation et la diffusion internationale du mouvement « Occupy » a permis de constater combien le mode d'action pouvait sortir des seuls cercles contre-culturels et être approprié par des groupes militants aux profils variés. C'est également à la faveur de l'expansion du mouvement autonome que durant la première décennie du siècle actuel, autour des *rave* ou *free parties* et de la musique « techno », se multiplient les expériences d'occupation flibustière et nomade de lieux, conçues comme moyen de libération à l'égard de l'État ou de l'économie de marché, dans le sillage de ce que Hakim Bey appelle des TAZ (Temporary Autonomous Zones) (Bey (H.), *TAZ, zone autonome temporaire*, Paris, L'Éclat, 1997). Ces modes d'occupation éphémères, où se mêlent geste festif et geste politique à bas bruit, peuvent être rapprochés des rassemblements urbains organisés via les réseaux sociaux ; bien que leur caractère revendicatif soit rarement explicite, et souvent mis au second plan, ils peuvent être interprétés comme une forme plus ou moins conscientisée de réappropriation de lieux qui, s'agissant des centres villes, sont de plus en plus dévolus à des activités commerciales par les politiques urbaines. Cf. Bonny (Y.), « Mobilisations dans les espaces urbains centraux : le cas des pratiques festives à Rennes », in Bonny (Y.), Ollitrault (S.), Keerle (R.), Le Caro (Y.), dir., *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

<sup>40</sup> Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995 ; Paugam (S.), *Le salarié de la précarité*, Paris, Presses universitaires de France, 2000.

<sup>41</sup> Emperador (M.), « Les manifestations des diplômés chômeurs au Maroc : la rue comme espace de négociation du tolérable », *Genèses*, 77, 2009 ; Mattoni (A.), *Media Practices and Protest Politics. How Precarious Workers mobilise*, Ashgate, Farnham, 2012 ; Johsua (F.), « Repenser la production sociale de la révolte. À partir d'une étude des transformations du recrutement à la LCR depuis 2002 », *Revue française de science politique*, 63 (5), 2013.

Les squats des années 2010 suivent cette tendance. Habituellement investis par des populations jeunes, attirées par des styles de vie « différents » ou des engagements alternatifs, les espaces autogérés, notamment dans les pays européens qui font face à une grave et soudaine crise sociale comme l'Espagne ou la Grèce, voient arriver des publics sans histoire militante, peu familiers avec les mouvements sociaux, quand ils ne nourrissent pas une certaine méfiance à l'égard de ces formes radicales d'agir politique. Si la motivation de ces publics est irréductible à des préoccupations d'ordre matériel – ils trouvent aussi dans les lieux occupés un refuge social et un réconfort moral – ils rejoignent la lutte, en y prenant chemin faisant une part plus active, et en donnant à leur geste une signification politique qu'il n'avait pas nécessairement au départ. Dans son travail sur l'engagement à Droit au logement (DAL), Cécile Péchu a bien montré que la « dernière génération » de militants, celle qui rejoint le mouvement au moment des réquisitions de logements du début des années 1990 en France, concerne essentiellement des individus issus des classes moyennes et supérieures confrontés à la précarité, et qui retirent de leur engagement auprès de publics dont il se sentent proches un sentiment perdu, ou jamais gagné, d'utilité sociale<sup>42</sup>. Les néo-occupants du squat madrilène autogéré *El Eko* étudiés par Héloïse Nez sont confrontés à une situation comparable, si ce n'est que leur origine sociale est beaucoup plus modeste, et qu'ils ont parfois connu une « vie normale » avant les galères. Plus âgés, davantage issus des couches populaires et de l'immigration que les squatteurs habituels (impliqués dans le mouvement *Okupa* des années 1980), parfois conservateurs, ces derniers rejoignent le mouvement des *Indignados* à un moment de leur vie où ils sont confrontés à de graves difficultés de perte d'emploi et de logement, souvent décuplées par une situation d'isolement social et familial et/ou par leur origine étrangère. C'est leur situation qui les amène à fréquenter des lieux qu'ils n'auraient pas côtoyés en temps ordinaire, puis à adopter une posture plus frontalement revendicative et militante. Les Israéliens qui installent un campement au cœur de Tel-Aviv en juillet 2011, et se constituent en assemblée populaire pour protester contre les augmentations de loyer, l'absence de logements, et plus largement la politique néo-libérale du gouvernement ont un profil comparable. Le J14, également appelé « mouvement pour la justice sociale », réunit des acteurs très hétéroclites (étudiants sans passé politique, *refuznik*, salariés des couches moyennes, cadres ayant perdu leur emploi), mais marqués à des degrés variables par des souffrances individuelles et des « épreuves existentielles » à partir desquelles se forge un jugement critique, et dont l'agrégation crée une communauté de révolte tendue vers l'émancipation politique<sup>43</sup>.

Les zadistes présentés par Stéphanie Dechézelles sont trop jeunes pour avoir été confrontés à de telles trajectoires de déclassement. Ils n'en connaissent pas moins la précarité, souvent doublée d'une expérience de la marge – quand ils n'éprouvent pas une fascination pour des « styles de vie » déviants (au sens qu'en donne la sociologie interactionniste) dont l'affirmation est en soi un acte de « rébellion »<sup>44</sup> et, dans un contexte protestataire, une forme

---

<sup>42</sup> Péchu (C.), « Les générations militantes à Droit au Logement », art. cit.

<sup>43</sup> Bulle (S.), « J14 à Tel-Aviv. Des Indignés pas tout à fait comme les autres ? », *lavedesidees.fr*, 24 juillet 2012.

<sup>44</sup> En ce sens, voir les développements sur « Rébellion des styles et politisation des modes de vie », in Crettiez (X.), Sommier (I.), dir., *La France rebelle. Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, op. cit., ou le chapitre 3 « Vivre différemment » in Péchu (C.), *Les squats*, op. cit.

de politisation à bas bruit – sans qu’il y ait toujours une conscientisation très poussée de la dimension potentiellement subversive de ces modes de vie. Ces « zadultes » à la marge ont depuis leur enfance multiplié les expériences qui les tiennent à l’écart d’une vie sociale intégrée et, plus tard, de la société salariale. En accord avec leur mode de vie, subi autant que revendiqué, l’occupation leur offre quelques moyens de subsister, et de faire valoir leur positionnement aux marges de l’espace social comme ressource politique, certes de faible portée, souvent loin des compétences militantes attendues dans les organisations, mais utile dans un contexte où la radicalisation apparaît comme une solution envisageable lorsque les voies plus classiques ont échoué pour faire valoir la cause : bravoure, intégrité, endurance, sens de l’engagement physique, ruse, débrouille, audace, etc. Comme pour les jeunes Indignés, d’Espagne, d’Israël ou d’ailleurs, l’épreuve intime de la souffrance et de la précarité sociales deviennent des ressources critiques débouchant sur des formes d’engagement plus ou moins réflexifs, mais plus frontalement politiques que dans leur vie passée.

Le cas des jeunes Israéliens d’origine palestinienne observés par Sylvaine Bulle relève d’une autre configuration, mais renvoie à des logiques comparables. Ces derniers viennent de milieux sociaux plutôt aisés, et exercent pour la plupart des professions intellectuelles supérieures ou plus modestes, mais jouissant d’un statut relativement protecteur. Ils s’estiment pourtant victimes de discriminations du fait de leurs origines, et se vivent comme des citoyens de second rang, dans un système politique dont ils se sentent exclus et qu’ils rejettent en retour par leur « mise en retrait ». La réoccupation d’un ancien village de Galilée revêt dès lors plusieurs significations : accomplir une citoyenneté dont les participants s’estiment dépossédés dans la sphère publique israélienne, reconstruire une continuité familiale et réhabiliter la mémoire des luttes indépendantistes dont la trajectoire est interrompue par des accords qu’ils dénoncent, se réapproprier un espace par la recomposition d’un quotidien réinventé (planter, cultiver, entretenir des murs, etc.). C’est tout le sens de ce que l’auteure appelle une « prise territoriale » comme forme de contestation. On le voit : le sentiment de déclassement social et de relégation symbolique compte finalement plus que le statut social proprement dit pour saisir les dynamiques d’engagement dans l’agir occupationnel.

### *La politisation avec les mains. Recyclage des matériaux militants, reconversion d’expériences et apprentissage de la politique*

L’espace de la lutte dessiné par ces occupations se construit donc à la convergence de populations en situation de marginalité, structurelle ou liée à un accident de parcours, et des acteurs militants qui se positionnent aux marges des espaces politiques et syndicaux, loin des scènes institutionnelles et de la compétition électorale, et qui cherchent à compenser cette position d’*outsider* par un surinvestissement des espaces de protestation délaissés par les organisations. Que les occupations autorisent des passages de l’un vers l’autre en suscitant des vocations à l’engagement, n’enlève en rien le caractère très contrasté de ces carrières militantes. Ce schéma gagne cependant à être nuancé : entre les militants hyper-politisés, qui évoluent aux marges des grandes organisations, et les précaires sans passé militant, existent de nombreuses situations intermédiaires. Des pratiques professionnelles, voire amatrices, exercées à titre personnel ou collectif, peuvent ainsi amener de manière plus ou moins fortuite

et sinueuse, et le plus souvent sans anticipation, à endosser l'identité – fragile, située, provisoire ou consolidée – d'occupant.

C'est par leur implication dans des formes expérimentales ou innovantes de pratiques professionnelles ou d'actions engagées que beaucoup en sont venus à occuper des lieux, où ils continuent de faire, dans un cadre plus collectif, et en leur donnant une signification plus frontalement politique, ce qu'ils faisaient déjà avant : fabriquer des montres ou des objets manufacturés nécessitant un certain « savoir-faire », jardiner ou consommer bio, isoler sa maison, chercher d'autres sources d'approvisionnement énergétique, bricoler, restaurer ou recycler des objets récupérés, vivre dans des yourtes, s'adonner au *land art*, etc. L'occupation est pour eux l'occasion de sensibiliser de nouveaux publics par le partage, et de donner un sens et une portée publique à des gestes du proche, intimes ou domestiques. Les jeunes Palestiniens d'Israël à l'initiative de la réoccupation d'un village de Galilée correspondent bien à ce profil : ils ne sont liés à aucune organisation politique ou associative, ne militent pas vraiment, mais participent à un cercle de lectures et de discussions « révolutionnaires » à Haïfa, activités qu'ils s'efforcent aussi de mener durant les camps d'été, sous des formes approchantes, telles que les veillées collectives, l'écriture et la lecture de poèmes, la mise en place d'ateliers de peinture ou de musique, associées cette fois à des formes plus manifestes d'agir politique (Sylvaine Bulle).

Geneviève Pruvost a montré de son côté que la construction collective de cabanes dans la ZAD de NDDL hérite du savoir-faire à la fois artisanal et militant de toute une population des zones rurales ayant fait le choix politique de vivre en habitat léger (yourtes, roulottes, tipi, et bien sûr cabanes)<sup>45</sup>. Redéfinis, les pratiques, compétences et savoir-faire réinvestis dans les espaces occupés parviennent à rallier d'autres publics, offrant des opportunités de convergences jusqu'ici peu probables. Gaël Franquemagne montre ainsi très bien comment la lutte des paysans du plateau du Larzac est fortement influencée par l'engagement de groupes d'acteurs qui importent des pratiques et leur attribuent des significations nouvelles, revendicatives et politiques. Ainsi en est-il du jeûne, initié par des acteurs engagés dans des mouvements spirituels et non violents, auquel s'associent des paysans pour qui les rituels de la table sont pourtant des composantes essentielles de la vie sociale et familiale<sup>46</sup>.

En raison de leur caractère pluriel, ouvert et plutôt permissif, en raison aussi de la propension de ses occupants à vouloir y vivre – et à y faire vivre – des expériences nouvelles et des moments exceptionnels, et en l'absence de toute prétention à faire groupe, à parler au nom de lui et à s'en revendiquer porte-parole, les lieux occupés sont donc des lieux privilégiés de redéfinition de pratiques antérieures, mais aussi et surtout des lieux où des individus sans passé militant, initialement critiques à l'égard des mouvements sociaux, s'acculturent à la politique à partir de ses marges, par l'implication dans le quotidien réinventé des places publiques, des villages restitués à leurs origines et recomposés dans leur « authenticité », des squats autogérés, des ZAD aménagées ou des usines récupérées. Héloïse Nez montre ainsi comment les néo-occupants ayant rejoint le mouvement des *Indignados* en sont venus, chemin

---

<sup>45</sup> Pruvost (G.), « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », art. cit.

<sup>46</sup> Franquemagne (G.), « La mobilisation socioterritoriale du Larzac et la fabrique de l'authenticité », *Espaces et sociétés*, 143, 2010/3.

faisant, à revoir leurs préjugés sur un public qu'ils jugeaient mal, à accumuler des compétences leur permettant de se sentir à leur aise dans un espace public et à prendre surtout conscience de leur pouvoir d'agir. Par reconnaissance envers ceux qui les ont accueillis et aidés, mais aussi en raison de dispositions nouvelles en faveur de l'activité militante, ces derniers ont prolongé leur engagement en aidant à leur tour des familles dans le besoin<sup>47</sup>.

Il faut toutefois se garder d'une vision enchantée, tant les expériences vécues lors des occupations peuvent aussi se révéler traumatisantes et générer des formes de dépolitisation provisoire. Stéphanie Dechézelles montre bien comment l'expérience vécue de la violence policière, que ce soit en tant que victime ou comme témoin, peut ralentir ou interrompre brutalement des « carrières occupantes » et conduire certaines jeunes militants ou militantes à se replier vers des espaces de moindre intensité, telles que les « petites » ZAD, ou à maintenir un style de vie zadiste mais dans des espaces plus confinés. Les enquêtées d'Héloïse Nez évoquent aussi régulièrement la dureté de ce type d'engagement dans les squats, et l'épuisement qu'elles ressentent et qui les amènent parfois, elles aussi, à des formes de désengagement temporaire ; d'autant plus ici que ces militantes sont régulièrement confrontées à des situations limite de détresse sociale, à laquelle elles ne sont pas toujours en mesure de répondre. L'intensité de ces formes d'engagement, que l'on pourrait qualifier de « total » dans les squats, pose ainsi la question de la durabilité de ces pratiques occupantes.

### **L'occupation : cycle ou continuum protestataire ?**

Interroger les pratiques à l'œuvre dans différents cas d'occupations amène à questionner la place de ce mode de contestation dans l'histoire longue de l'action collective. Autrement dit, s'agirait-il d'une façon de revendiquer spécifique à un cycle protestataire, reposant sur un répertoire singulier, ou bien d'un continuum pratique et idéologique n'ayant que peu subi d'interruption ou d'inflexion ? Les tenants d'une approche cyclique des mouvements sociaux<sup>48</sup>, dans le sillage notamment de Sidney Tarrow<sup>49</sup>, peuvent voir dans la multiplication des occupations l'expression d'un nouveau cycle protestataire. Initiée depuis 2008 en Islande, cette nouvelle vague protestataire serait composée, pour reprendre les catégories de Doug Mc Adam<sup>50</sup>, de mouvements « initiateurs » (*initiator movements*), inspirant sur le plan organisationnel et cognitif (*master frame*) des mouvements « suivistes » (*spin off movements*).

---

<sup>47</sup> Cécile Péchu observe le même phénomène de politisation durable d'individus venant à Droit au logement par la participation aux réquisitions parisiennes du début des années 1990. Elle attribue la pérennité de leur engagement à la nécessité ressentie, et trouvée, de reconquérir un statut social valorisant, cf. Péchu (C.), « Générations militantes à Droit au logement », art. cit.

<sup>48</sup> Tejerina (B.), Perugorria (I.), Benski (T.), Langman (L.), « From Indignation to Occupation: a New Wave of Global Mobilization », *Current Sociology*, 61, 2013 ; Della Porta (D.), Mattoni (A.), eds., *Spreading Protest. Social Movements in Times of Crisis*, Colchester, ECPR Press, 2014.

<sup>49</sup> Tarrow (S.), *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989 et « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », in Traugott (M.) ed., *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham (N. C.), Duke University Press, 1995. Voir aussi Sommier (I.), « Cycle de mobilisation », in Fillieule (O.) Mathieu (L.), Péchu (C.), dir., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

<sup>50</sup> Mc Adam (D.), « Initiator and Spin-Off Movements Diffusion Processes in Protest Cycles », in Traugott (M.), 1995, *op. cit.*

Différents éléments tendant à particulariser les occupations contemporaines semblent porter crédit à cette hypothèse : sentiment de défiance et de désenchantement, particulièrement vif chez les jeunes générations, à l'égard de la classe gouvernante, de la représentation, des partis ; rejet massif du capitalisme libéral et de ses conséquences en termes économiques, sociaux, environnementaux ou sanitaires, surtout chez les jeunes diplômés, sans emploi ou précaires, qui se trouvent éloignés de la sphère d'influence des organisations syndicales, plus largement, des sociabilités liées au travail. Cela les poussent vers des formes de vie alternatives (débrouille, économie circulaire, partage) qui les prédisposent à les mettre au service de l'action militante occupationnelle ; généralisation des pratiques de mobilité<sup>51</sup>, notamment, ici encore, chez les plus jeunes, qui développent des formes inédites d'empathie pour des causes lointaines, trans- ou internationales<sup>52</sup> ; influence grandissante des réseaux sociaux, comme sources d'information, espaces d'expression et leviers de mobilisation<sup>53</sup>. Mêlant modalités localisées d'organisation de la lutte et modes d'action transnationalisés, usant de formes routinisées de mobilisation tout en renouvelant des procédés de désobéissance civile, les occupations sembleraient relever, si ce n'est d'un nouveau répertoire d'action, du moins d'une hybridation complexe entre répertoires *local-patronné*<sup>54</sup> et *national-autonome* d'une part et répertoire *transnational-solidariste*<sup>55</sup> d'autre part. Au final, cette hypothèse pourrait porter à considérer les occupations protestataires comme un mode d'action singulier, bien que connecté à des formes classiques de structuration et de mise en œuvre de la protestation, doté de ses propres significations et produit par la rencontre d'univers militants hétérogènes, susceptible d'émerger dans des contextes politiques et des modes de répression des mobilisations assez divers<sup>56</sup>. La multiplication récente des pratiques occupantes, notamment dans le sillage du mouvement *Occupy*, mais aussi et surtout la différenciation des lieux, des revendications et des contextes dans lesquels elles se déploient créditent cette hypothèse, tout en ouvrant de nouveaux chantiers de réflexion. Mais en dépit de nombreux cas d'étude, il manque encore dans la littérature internationale consacrée aux occupations

---

<sup>51</sup> Du moins pour ceux qui disposent de revenus et d'un statut leur permettant de se déplacer sans être inquiété (ressortissants de pays occidentaux, en particulier Blancs, facilité d'obtention d'un visa, etc.). Sur l'importance de ces mobilités socio-spatiales pour saisir certaines formes d'engagement pour des causes à la fois localisées et transnationales, cf. Ollitrault (S.), « Trajectoires socio-spatiales à l'heure de la mondialisation. Les bénévoles de Greenpeace et les agriculteurs biologiques en Bretagne », in Combes (H.), Garibay (D.), Goirand (C.), dir., *Les lieux de la colère*, op. cit.

<sup>52</sup> Même si, bien évidemment, cette mobilité touche de manière très différentielle « la jeunesse » ; Siméant (J.), dir., *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015.

<sup>53</sup> Sans en faire des facteurs explicatifs des soulèvements. Pour une critique de la myopie autour des outils informatiques : Béchir Ayari (M.), « Non, les révolutions tunisienne et égyptienne ne sont pas des "révolutions 2.0" », *Mouvements*, 66, 2011.

<sup>54</sup> Tilly (C.), « Les origines du répertoire d'action collective en France et en Grande Bretagne », *Vingtième siècle*, vol.4, n°1, 1984. « Local » plutôt que « patronné » car les revendications portées par les occupants, y compris lorsqu'elles cherchent à s'extraire de normes ou de projets nationaux en se référant à l'espace local, sont rarement encadrées ou relayées par les notables, même s'il arrive que ces derniers usent de leur magistère pour soutenir le mouvement (abbé Manche dans le conflit des Lip, maires issus du monde agricole à NDDL, prostituées hébergées dans l'église Saint-Nizier, etc.).

<sup>55</sup> Cohen (R.), Rai (S.), « Global Social Movements – Towards a Cosmopolitan Politics », in Cohen (R.), Rai (S.), eds, *Global Social Movements*, London, The Athlone Press, 2000.

<sup>56</sup> À propos des débats sur la notion de répertoire d'action voir, entre autres, Siméant (J.), « La transnationalisation de l'action collective », in Fillieule (O.) Mathieu (L.), Péchu (C.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit.

protestataires une réelle capacité de démonstration des effets supposés de mimétisme et de diffusion.

D'autres indices amènent à considérer les occupations, dans une perspective plutôt diachronique, comme l'une des manifestations (pratique et symbolique) d'une longue chaîne de mobilisations antérieures et postérieures, établissant par-là un continuum entre formes anciennes et récentes de la protestation. C'est la thèse que défend Étienne Penissat qui, dans son travail sur les occupations de locaux en France dans les années 1960-1970, montre bien comment les pratiques occupantes ont été « réinventées » par des entrepreneurs de mobilisation venant de franges minoritaires de la gauche, et se sont peu à peu déplacées et diffusées hors des mondes ouvriers, dans un contexte de concurrence entre organisations syndicales pour la conquête de nouveaux publics<sup>57</sup>. Il semble alors non seulement utile mais salubre d'établir les complexes interrelations, sur les plans individuels et collectifs, symboliques et pratiques, explicites ou incidentes, entre différentes « vagues » ou au sein d'une même séquence protestataire<sup>58</sup>, comme par exemple sur le plateau du Larzac. Il devient ainsi possible de déconstruire l'incommensurabilité ou la modernité d'un mouvement, que les organisations qui l'animent cherchent souvent à édifier. Le cas d'*Occupy* est en cela paradigmatique : présenté comme une matrice originelle, il ne s'en situe pas moins dans une longue chaîne de perception des potentialités subversives de l'espace. De la même façon, la révolte égyptienne de la place *Tahrir*<sup>59</sup>, loin de constituer une mobilisation *sui generis*, est l'héritière de la « marche du million » et de mouvements hostiles au régime depuis 1977<sup>60</sup> ; en Espagne, le mouvement du 15-M voit certains participants et mots d'ordre des manifestations de 2003 contre la guerre en Irak ou du mouvement « V de Vivienda » (2006) être à nouveau mobilisés.

L'empilement de causes et des modalités d'en faire grief peut conduire à une agrégation continue de luttes perçues comme emblématiques aux yeux des occupants. Au point parfois de perdre en lisibilité, notamment aux yeux des médias, qui leur assurent pourtant une résonance précieuse pour élargir les publics concernés. Si cela n'empêche pas une occupation d'avoir lieu, cela peut toutefois ralentir, voire empêcher le processus de subjectivation politique qui repose aussi sur la capacité à faire de l'action un geste politique identifiable<sup>61</sup>.

---

<sup>57</sup> Cf. Penissat (É), « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970... », art. cit. Initialement centrées sur les usines, et peu détachables de la grève, les occupations se seraient reconfigurées, d'abord autour de pratiques participatives impliquant l'ensemble des salariés, ensuite en investissant des lieux plus en phase avec les nouveaux mouvements sociaux et intégrant les luttes et publics marginalisés (chômeurs, sans-papiers, mal-logés, prostituées, intérimaires, etc.).

<sup>58</sup> Afin notamment d'éviter le biais des lectures en termes d'hyper-nouveauté (Sawicki (F.), Siméant (J.), « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51 (1), 2009) ou de limiter certains accents téléologiques : cf. Sassen (S.), « The Global Street : *Making the Political* », *Globalizations*, 8 (5), 2011.

<sup>59</sup> Kerton (S.), « Tahrir, Here? The Influence of the Arab Uprisings on the Emergence of Occupy », *Social Movement Studies*, 11 (3-4), 2012.

<sup>60</sup> Chazli (Y.), « Sur les sentiers de la révolution. Comment des Égyptiens “dépolitisés” sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue française de science politique*, 62 (5), 2012.

<sup>61</sup> Comme ce fut par exemple le cas lors de l'occupation de la place Syntagma à Athènes au printemps 2011. Cf. Kousis (M.), « The Spatial Dimensions of the Greek Protest Campaign against the Troika's Memoranda and Austerity, 2010-2013 », in Ancelovici (M.), Dufour (P.), Nez (H.), eds., *Street Politics in the Age of Austerity*, op. cit.



Cela réduit aussi potentiellement les effets sur l'intérêt que les professionnels du politique peuvent leur porter, notamment en phase électorale, ainsi que sur l'action publique.